Elections Législatives du 23 Novembre 1958

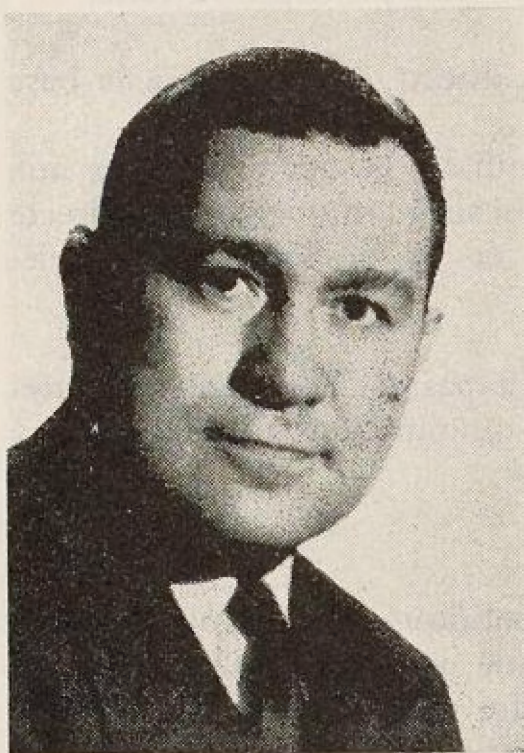
TROISIÊME CIRCONSCRIPTION TOULOUSE-SUD

Union pour la Ve République

DEMOCRATES CHRETIENS - INDEPENDANTS - PAYSANS

REPUBLICAINS NATIONAUX - REPUBLICAINS POPULAIRES

Mesdames, Messieurs,



LA victoire du OUI au référendum est celle du bon sens. Elle mérite réflexion en soi et par l'ampleur qu'elle a revêtue. Il est, je crois conforme à la logique de vouloir donner à ce réveil national les prolongements nécessaires.

METTRE FIN AUX EQUIVOQUES

D'abord, il faut mettre fin aux équivoques. Il faut éviter que ces élections ne consacrent une revanche des NON ou même un retour à des pratiques politiques désastreuses qui ont fini par mettre en péril l'idée même de démocratie dans ce qu'elle a de substantiel et de valable.

Mettre fin aux équivoques, c'est constater que beaucoup volent aujourd'hui au secours de la Victoire alors qu'ils n'ont pas participé hier au combat. Les élections ont vu éclore beaucoup de candidatures dont les tenants se réclament du « OUI ». Mais où hier ont-ils fait publiquement campagne? Seul des candidats de la circonscription TOULOUSE-SUD, j'ai fait campagne publique pour le « OUI » par plusieurs réunions publiques (deux à TOULOUSE, une à SAINT-GAUDENS, une à LUCHON), par cinq éditoriaux dans mon hebdomadaire « LE MIDI », par un article dans le grand hebdomadaire parisien « CARREFOUR »; j'ai seul fait campagne publique pour le « OUI », comme je suis le seul candidat de Toulouse-Sud, en ayant eu la possibilité, à avoir voté pour l'investiture du Général de Gaulle.

LES GRANDS PROBLEMES FRANÇAIS :

Je pense que mon action d'hier m'autorise à traiter des grands problèmes français qui préoccupent l'opinion. Quels sont-ils? Il y a :

— la mise en place des nouvelles Institutions;
— la Paix en Algérie;
— la défense de la Paix dans le Monde;
— les Problèmes économiques et sociaux;
— l'avenir de notre Jeunesse.

METTRE EN PLACE LES NOUVELLES INSTITUTIONS :

La mise en œuvre correcte des nouvelles institution dépend des hommes. Il vous faut envoyer à l'Assemblée des hommes qui ne soient pas des démolisseurs ou des incompétents. Pour mon compte, je suis décidé de toutes mes forces à assurer l'indispensable stabilité ministérielle et à construire le grand ensemble français dans la Communauté fraternelle de la Métropole avec les peuples d'Outre-Mer.

LA PAIX EN ALGERIE :

C'est le problème numéro un auquel le Pays doit faire face. Ce qui compte, ce ne sont pas les mots mais les faits. Le devoir de demain, c'est de ne pas ruser, de ne pas tricher, de ne pas biaiser, de ne pas revenir en arrière. « Donner et retenir ne vaut. » Le devoir de demain, c'est la fidélité à l'œuvre entreprise et à la parole donnée.

Avec notre ami Georges Bidault, nous nous prononçons donc résolument pour la poursuite de la politique algérienne du Général de Gaulle. Il faut rétablir en Algérie la paix dans la justice fondée à la fois sur le respect de sa personnalité et sur son association étroite avec la métropole française.

DEFENDRE LA PAIX DANS LE MONDE ET CONSTRUIRE L'EUROPE :

La politique étrangère de la France ne peut avoir qu'un but : défendre la paix dans le Monde, que ce soit au MOYEN-ORIENT, en AFRIQUE ou ailleurs. Face aux deux géants qui s'affrontent, il est indispensable, pour donner aux forces de paix une voix qui puisse être entendue, de poursuivre l'œuvre d'unification Européenne entreprise par mes amis Georges BIDAULT et Robert SCHUMAN. J'entends donc poursuivre la lutte pour l'édification de l'Europe Unie **de la paix et de la prospérité.**



Général GÈZE

LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX :

Pour une grande masse de Français, le problème économique et social, c'est le problème du pain de chaque jour. C'est un fait qu'après une période de stabilité, les prix, depuis l'arrivée au pouvoir en janvier 1956 du « Front Républicain et Laïque » (Républicains Sociaux, Radicaux, Socialistes), ont repris leur montée d'une manière continuelle.

Cet état de choses doit cesser. Ce ne sont pas seulement les travailleurs, ce sont toutes les couches de la population qui sont touchées ; les paysans ne vendent plus leurs produits, les commerçants restent avec leurs stocks et le ouvriers sans travail sont plongés dans la misère.

REFORMER LA FISCALITE :

Une révolution fiscale est nécessaire. On ne s'en tirera pas avec des réformes fragmentaires. Membre fondateur du Centre d'études économiques Eugène-Schueller, fondateur de l'Association interparlementaire pour une réforme fiscale fondée sur l'impôt sur l'énergie dont j'ai présidé au Palais Bourbon toutes les séances de travail, je me prononce pour une révolution fiscale fondée sur les trois principes suivants :

1° Abolition totale de tous les impôts directs ;

2° Création, en remplacement des anciens impôts directs, d'une taxe à la base sur l'énergie ;

3° Augmentation substantielle des allocations familiales et des allocations aux économiquement faibles pour compenser ce qu'une fiscalité uniquement indirecte pourrait avoir d'injuste pour les familles nombreuses et les déshérités de la vie.

POUR UNE POLITIQUE D'EXPANSION ECONOMIQUE :

La révolution fiscale est nécessaire pour restaurer l'esprit d'entreprise. Elle ne suffit pas. Si l'on veut supporter les charges auxquelles le pays doit faire face sans inflation et sans une réduction de la consommation privée, il n'y a qu'une solution : Produire plus et mieux.

Je suis donc résolument pour une politique d'expansion économique.

POUR UNE GRANDE POLITIQUE AGRICOLE :

L'AGRICULTURE doit tenir dans nos préoccupations une place essentielle. La politique de garantie des prix et d'organisation des marchés doit être maintenue et développée. L'efficacité de cette politique ne sera complète que lorsque l'agriculture française sera assurée de pouvoir développer sa production sans craindre la mévente. Le Marché Commun Européen doit se compléter par l'organisation commune des marchés agricoles pour assurer aux produits de notre agriculture de vastes débouchés.

L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE :

Il est heureux que grâce à la politique familiale instaurée après la libération et toujours défendue par mes amis, la FRANCE soit aujourd'hui le plus jeune pays d'Europe. C'est un grand espoir pour demain. Mais aujourd'hui, ces jeunes doivent vivre. Il faut pour eux des écoles, des centres d'apprentissage. Ils doivent pouvoir apprendre un métier. Il faudra résoudre pour eux le problème du logement, les dispenser, pour pouvoir construire leur Maison, d'un apport en capital qu'ils ne peuvent pas fournir. Il faudra leur donner un toit et du travail car nous ne voulons pas qu'ils soient la génération du désespoir, mais, au contraire, celle de l'espérance.

ASSOCIER NOS ELECTEURS A NOTRE ACTION :

A la poursuite de ces options essentielles, je voudrais associer mes électeurs.

Il est mauvais, pour prendre un exemple, de vouloir élaborer un plan d'aménagement de la ville de TOULOUSE, sans l'accord des représentants qualifiés des « usagers ».

L'administration ne s'improvise pas. Comme toutes les autres professions, il faut d'abord « apprendre le métier ». J'ai appris le métier d'administrateur dans la plus haute assemblée française qui ait à s'occuper de ces problèmes : le Conseil d'Etat auquel j'ai le grand honneur d'appartenir.

Je voudrais mettre cet acquis au service de la Nation, au service de votre circonscription, à votre service.

Je vous ai indiqué sommairement les grands objectifs que je voudrais poursuivre en accord et en liaison étroite avec vous.

Nous devons prouver aux masses de ce pays qui se sont laissées séduire par le mensonge communiste qu'il existe des forces qui, tout en luttant contre le communisme, travaillent pour le progrès, pour la liberté et pour la paix.

Vu : LE CANDIDAT.

Alfred COSTE-FLORET

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Conseiller général de la Haute-Garonne, Maire de Luchon
Député sortant
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palme
Rosette de la Résistance

LE REMPLAÇANT EVENTUEL :

Général de Division A. GÈZE

DU CADRE DE RESERVE
Ancien Chef du Gouvernement Militaire
et Commandant en Chef du Secteur Français à Berlin
Commandeur de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1914-18, 1939-45
Croix de Guerre des T.O.E.
Médaille des Evadés

IMPRIMERIE DU PECH — 51-53, rue du Pech — TOULOUSE.